

# Vider les placards

Ce sont les symboles de l'inconséquence et de l'injustice : **planches dorées, assemblées inutiles, commissions fantaisistes, rapports redondants, notes de frais imaginaires...** La République se montre généreuse envers ses obligés. Certes, pas assez pour plomber les finances publiques, à qui ces **petits arrangements entre amis** ne coûtent que quelques centaines de millions d'euros par an. Mais bien trop pour un Etat devenu impécunieux et qui se doit donc d'être irréprochable. Revue du ménage à faire.

## Supprimer les « machins »... sans en créer d'autres

En 1963, le général de Gaulle disait : « *L'essentiel, ce n'est pas ce que peuvent penser le comité Gustave, Théodule ou Hippolyte, c'est ce qui est utile au peuple.* » Depuis, ces comités, commissions, conseils, agences, observatoires n'ont fait que prospérer. Fin 2011, on en comptait 682, aux noms parfois baroques (Comité de la facilitation, Comité de l'initiative française pour les récifs coralliens, comité du calcul intensif...). Chaque année, le gouvernement en dissout une cinquantaine, pour laisser place à de nouveaux. « *Ces instances permettent souvent d'enterrer un problème, de recaser des amis, d'obliger les lobbyistes* », dénonce Lionel Tardy, député UMP, fier d'avoir eu la peau du Haut Conseil à l'éducation. Pour chacun, la dépense est peu élevée : des locaux, une secrétaire, parfois une indemnité pour les membres, **des notes de restaurant...**

Mais leur nombre alourdit l'addition, qui dépasse, selon le think tank libéral iFrap, « *30 millions d'euros annuels, et ne cesse d'augmenter* ».

Surtout, ils représentent la République des fromages, comme l'a montré la polémique au sujet du Conseil d'analyse de la société. Ce bidule, créé pour reclasser l'ex-ministre Luc Ferry, lui a surtout per-

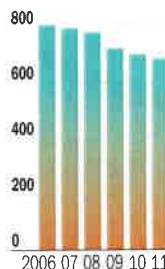
mis d'être déchargé de son poste à l'université tout en restant payé ! Beaucoup de comités se réunissent moins d'une fois par an, publient de vagues rapports vite oubliés. Certains travaillent, mais rares sont ceux qui, comme le Conseil d'orientation des retraites, prouvent leur utilité avec des études éclairant le débat. Souvent, ils ne font que reproduire les mêmes analyses : le bilan des allègements de charges sur les bas salaires a ainsi été effectué à la fois par les services de Bercy, l'inspection des Finances, la Cour des comptes, le Conseil d'analyse économique, le Centre d'études de l'emploi, le Conseil d'orientation pour l'emploi... En 2003, Eric Woerth, en charge de la réforme de l'Etat, avait voulu faire le ménage et supprimer la moitié des 650 « machins ». En vain.

## Dissoudre le Conseil économique, social et environnemental

A quoi sert le Conseil économique, social et environnemental (CESE)? « *Notre utilité, nous avons à la prouver* », reconnaît son président (et ex-ministre UMP) Jean-Paul Delevoye. Cette institution, dont le budget, avec ses 30 antennes régionales, avoisine les 100 millions d'euros, a la réputation d'être une sinécure dorée, ce qui l'a placée dans le viseur de la Cour des comptes : ses 233 conseillers ont un emploi du

### CONSEILS D'AMIS

Nombre d'instances consultatives et délibératives



SOURCE : PROJETS DE LOI DE FINANCES

Ces comités en tout genre sont utiles pour recaser des obligés.

temps de rêve pour une rémunération généreuse (3770 euros mensuels) et un régime de retraite plutôt avantageux.

En contrepartie, des rapports, qui ne font pas grand bruit. Actuellement, le Conseil travaille sur la question de l'éventuel statut de l'animal dans le Code civil ! Si les gouvernements n'ont jamais remis en cause le CESE, c'est qu'il est bien pratique pour recycler ex-ministres, élus battus, collaborateurs, au sein des 40 « personnalités qualifiées ». Parmi les derniers recrutés : Pierre Charon et Raymond Soubie, anciens conseillers de Nicolas Sarkozy ; Hervé Marseille, démissionnaire de son mandat d'administrateur de l'Epad au bénéfice de Jean Sarkozy ; Danièle Duchaussois, la conseillère générale des Hauts-de-Seine qui avait cédé son canton à Isabelle Balkany, proche du président. En leur temps, Jacques Chirac et François Mitterrand avaient aussi placé leurs amis. « *C'est, et de loin, le plus cher des "machins", et son influence est nulle* », peste le député UMP Hervé Mariton, qui avait proposé, en octobre 2010, de le supprimer.

## Faire la chasse aux nominations de complaisance

Fait rarissime, le Conseil d'Etat a annulé, pour inaptitude, la nomination, en janvier 2011, de Dominique Tiberi, fils de l'édile parisien chiraquien Jean Tiberi, au poste de contrôleur général économique et financier à Bercy (8000 euros par mois), malgré son doctorat de gestion. Pourtant, les magistrats sont habitués aux postes de complaisance accordés par les gouvernants. L'exécutif abuse régulièrement de ses prérogatives du « tour extérieur », qui lui permet de recaser à sa guise ses fidèles dans les grands corps de l'Etat (inspections diverses, Conseil d'Etat, Cour des comptes...). Le cas Tiberi était cependant trop voyant. Isabelle Deleu, ex-conseillère parlementaire de Christine Lagarde, et dotée de son seul diplôme d'infirmière, a obtenu le même poste, tout comme Christian Avazéri, ex-chef de cabinet de Laurent Wauquiez.

ra-  
en-  
tôt

qui  
lle-  
la  
ani-  
ver-  
en  
bien  
res,  
sein  
es ».  
erre  
iens  
ozy;  
e de  
r de  
ozy;  
llère  
qui  
Bal-  
leur  
çois  
leurs  
cher  
e est  
lervé  
n oc-

État a  
mina-  
rique  
chira-  
te de  
ue et  
os par  
e ges-  
s sont  
nplai-  
nants.  
ent de  
exté-  
raser à  
grands  
ns di-  
ur des  
i était

e parle-  
rde, et  
d'infr-  
ite, tout  
ex-chef  
nquiez.



Dernièrement, deux conseillers de Brice Hortefeux et de Jean-Louis Borloo ont bénéficié de ce coup de pouce pour décrocher l'inspection générale de l'Administration du développement durable. Tout comme l'ex-ministre Fadela Amara, propulsée inspectrice générale des Affaires sociales, ou Luc Guyau, ex-président du syndicat patronal paysan FNSEA, bombardé inspecteur général de l'Agriculture. Mais la Cour des comptes devient vigilante sur ces passe-droits. Sur son injonction, le corps des inspecteurs généraux de l'académie de Paris, fantôme depuis 1962 mais toujours rémunéré 4500 euros par mois, a fini par être réintégré dans le corps national des inspecteurs

d'académie. Tant pis, donc, pour les 22 parachutés, de gauche comme de droite, qui y étaient planqués. La Cour a aussi forcé à la retraite l'été dernier Jean Germain, sénateur-maire (PS) de Tours, et Léon Bertrand, ex-ministre (UMP) du Tourisme, épinglés pour leur quasi-emploi fictif d'inspecteur général de l'Education nationale.

### Réduire le réseau d'ambassades

Longtemps stigmatisé comme un ministère dispendieux, le Quai d'Orsay a payé ces dernières années son tribut à la rigueur budgétaire, avec des compressions d'effectifs et un budget en recul (2,9 milliards en 2011, hors aide au développement). Au-delà, « l'outil risque d'être cassé », plaide le ministre Alain Juppé. Certes, les frais de fonctionnement

ont été drastiquement réduits. Mais est-ce vraiment nécessaire d'avoir une représentation sur l'archipel de Vanuatu (190 000 habitants) ?

Avec ses 156 ambassades, la France entretient le deuxième réseau diplomatique du monde derrière les États-Unis. Un héritage de l'histoire mais un rayonnement très coûteux. « Nos ambassades dans les grands pays de l'Union européenne sont désœuvrées vu les liens entre gouvernements, tranche Agnès Verdier-Molinié, directrice du think tank libéral iFRAP. Et dans les destinations exotiques, non stratégiques, pourquoi ne pas mutualiser les ambassades entre pays de l'Union ? » Mais les gouvernants aiment à conserver

quelques postes sans enjeu pour leurs affidés. Réservées aux ex-ministres, les ambassades auprès de l'OCDE (où sont passés Xavier Darcos et Roger Karoutchi) et de l'Unesco (où se sont succédé Catherine Colonna et Rama Yade).

Les « vrais » diplomates, eux, doivent remplir des critères d'embauche. Et la CFDT, agacée de ces prébendes, veille à ce qu'ils soient respectés. Dernièrement, elle a forcé Yves Marek, ex-conseiller de Christian Poncelet parachuté à l'ambassade de Monaco, à se retirer, et vient de lancer un recours pour « excès de pouvoir » au Conseil d'État contre la nomination de Bertrand Lortholary, conseiller Asie de l'Élysée, en Indonésie. Mais elle n'a rien pu faire contre le bâton de maréchal récemment attribué à Bertrand Joubert, ex-chargé des affaires africaines de Sarkozy, puis ambassadeur du Maroc : l'ambassade près le Saint-Siège, superflue mais idéalement située dans la magnifique villa Bonaparte, à Rome.

Gaëlle Macke ►

UN GRAND  
NOMBRE DE  
COMITÉS  
DE L'ÉTAT  
NE SE RÉU-  
NISSENT  
QU'UNE  
FOIS  
PAR AN. ET  
PERSONNE  
NE VEUT  
FAIRE LE  
MÉNAGE.



Que dit l'économie cette semaine ?

# Challenge<sup>s</sup>

[www.challenges.fr](http://www.challenges.fr)

« La règle ZAV  
(zéro augmentation en valeur)  
fera baisser les dépenses  
de 50 milliards... »

FRANÇOIS BAYROU

## DÉPENSES PUBLIQUES CE QU'ILS N'OSENT PAS FAIRE p.42

S'attaquer aux vaches sacrées : Bercy, Banque de France, intermittents...

**PLACEMENTS : LES MEILLEURS GÉRANTS** p.74

M 05726 - 293 - F - 2,50 €



N°293 DU 22 AU 28 MARS 2012. BELGIQUE 2,60 € / ALLEMAGNE 3 € / CANADA 4,95 \$ / MAROC 30 DH / ANTILLES-REUNION 3,20 € / ZONE CFA 3000 CFA / TOM 350 CFP